



**A**ssociation  
**R**égionale  
pour l'**E**tude  
de l'**H**istoire  
de la **S**écurité **S**ociale

13 r de Bel Air 10120 Saint Germain  
alain.benamou@libertysurf.fr



**CNAHES Grand Est**

**Lorraine**

11 rue d'Auxonne  
54000 NANCY

Tél. 06.73.56.45.08

Fax : 09.56.19.24.99

[cnahes.lorraine@free.fr](mailto:cnahes.lorraine@free.fr)

*Histoire de l'action sociale en Lorraine*

Conservatoire National des Archives et de l'Histoire  
de l'Éducation Spécialisée et de l'Action Sociale

## GROUPE DE TRAVAIL

### « PAUVRETÉ HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN ? »

**Objectif** : préparation d'un colloque en 2020 susceptible de donner lieu à des prolongations thématiques

**5<sup>ème</sup> réunion du 30/01/2020 9h30-12h30**

**Lieu** : siège de l'UC-CMP à Vandœuvre-lès-Nancy

2 rue du Doyen Parisot (Salle Jaune – Bâtiment la Résidence)

*Rédaction* : Marine Bonnans, Volontaire du service civique CNAHES et Jacques Bergeret

Présents (15) : Francine AMADIEU, Alain BENAMOU, Jacques BERGERET, Roger BERTAUX, Marine BONNANS, Christophe DABESCAT, François DOSE, Christian FINANCE, Andrée FREDERIC, Alain MAILFERT, Michel MAY, Henri MOLON, Wilfrid ROUX-MARCHAND, Étienne THEVENIN, Jean-Marie VILLELA.

Excusés/ Absents (14) : Marie-Noëlle BARBIER, Claude BEAN, François BAUDIN, Michel BONNEFOY, Patrick BOYE, Elizabeth DUVAL, Alexandre DZIUBA, Didier FRANCFORT, Sylvie GOOSSENS, Rollande LAUREAU-LAPLACE, Willy MOUNDEMBA, Floriane SAUZÉ, Vincent THEVENIN, Jean-Claude VALENCE.

**Étienne Thévenin** : Nous allons poursuivre les préparations de ces journées consacrées à la question des pauvretés, hier, aujourd'hui et demain. Jacques vous a indiqué que deux dates étaient envisagées pour ces journées, il en reparlera tout à l'heure. J'ai adressé, tardivement, un complément à la synthèse de présentation que j'avais initialement composée. Ce n'est pas un bouleversement. Ce sont des compléments appuyés sur les échanges que nous avons eu au cours des précédentes réunions. Je n'espère avoir oublié personne dans cet envoi effectué hier soir. [Certaines personnes ne l'ont pas eu. Cela sera rectifié prochainement]. Je crois que l'important dans un premier temps c'est que Jacques nous présente le programme.

**Jacques Bergeret** : Il y a eu un bombardement de textes. Les questions de pauvretés agitent. L'initiative qu'on prend d'avoir un tel colloque est en rapport avec des préoccupations.

Le texte d'Étienne est arrivé tard, c'est pourquoi ceux qui n'ont pas eu le temps de le lire sont évidemment pardonnés. Le texte permet d'incorporer des éléments de notre dernière réunion. J'aurais quelques remarques à faire dessus mais dans l'ensemble ça me semble être un excellent texte, comme introduction générale au colloque. Il y aura notamment un ajustement à faire sur la question du titre. Dans ma propre communication je parle des pauvretés et non de la pauvreté. Sauf si, bien évidemment, il y a un enjeu pour conserver ce titre. Chacun a la maîtrise de son propre texte.

**Étienne Thévenin** : Si je l'envoie à tous, c'est justement pour que par les propositions qui sont faites, on puisse encore améliorer ce texte. Il est provisoire, comme le précédent. Il paraît important qu'au moment où nous allons communiquer, il y ait une base de départ à partir de laquelle chacun puisse apporter sa contribution.

**Jacques Bergeret** : D'abord quelques informations. L'après-midi même de notre dernière réunion du 20 décembre, on s'est réunis et on a validé l'orientation prise par le groupe le matin. Il faut ensuite la mettre en musique. Deuxième information ; fin 2019, le président du Conseil Départemental, Mathieu Klein avait espéré qu'on aurait mi-janvier 2020, une évolution positive concernant les problèmes juridiques et qui aurait permis une ouverture du Centre des Mémoires, Michel Dinet. Je fais référence au dernier mail de Julie Denand, chargée de projet scientifique, technique et culturel aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle et qui nous dit : « Au vue des dernières nouvelles, il est désormais certain que l'inauguration du Centre des Mémoires, ne pourra pas avoir lieu dans le meilleur des cas, donc sous milles réserves, avant la fin de l'année 2020. Aussi il n'est pas envisageable que le colloque « Pauvretés, hier, aujourd'hui ... et demain ? » prévu en Juin et Novembre 2020 se déroule au Centre des Mémoires. » On avait une hésitation par rapport à la jauge de la salle mais coupler l'évènement avec cette inauguration avait localement du sens. De ce fait, nous avons décidé d'opter pour l'autonomisation du colloque et de demander au Conseil départemental la possibilité de localiser l'évènement au centre administratif. A partir de là, ma proposition d'ordre du jour est le suivant :

1. **Validation de la démarche, du titre du colloque, des dates du colloque.** La démarche initiée lors de la dernière réunion du 20 décembre est donc à valider. Il faut qu'on en discute pour que les choses soient confortées. C'est l'idée d'avoir deux journées de colloque non consécutives, ce qui n'est pas habituel dans la nomenclature classique d'un colloque. La première journée du Vendredi 19 Juin 2020 : c'est une journée assumée de nature intellectuelle, universitaire, car centré sur l'Histoire et les problématiques de pauvretés. L'objectif est de donner à comprendre et à réfléchir les problèmes de pauvretés à partir d'une vision historique sur les pauvretés d'hier, sur celles d'aujourd'hui, tantôt niveau mondial que local. Il s'agit de dégager des problématiques, telles qu'elles puissent être proposées à un travail, au sein des organismes publics et privés qui se confrontent aux problèmes des pauvretés d'aujourd'hui. Sont plutôt ciblés, les dirigeants associatifs, les salariés, les étudiants et bien sûr, le grand public. Il faut faire attention à ne pas faire venir des gens qui vont tout de suite décrocher par rapport à la forme trop universitaire. C'est quelque chose qui mérite d'être discutée (expérience désastreuse avec le CNAHES lors de la journée à Montmédy). Au terme de cette première journée, on proposera aux associations de choisir une, ou plusieurs des thématiques dégagées pour les travailler avec les usagers de leur structure pour préparer leur expression collective, en table ronde. La deuxième journée du vendredi 4 décembre 2020, serait donc centrée sur les pratiques confrontées aux problématiques de la première journée et sur l'avenir ; comment réduire les pauvretés ?

Les publics ciblés sont essentiellement les personnes expertes et gestionnaires, de fait, des pauvretés au premier rang desquels, les usagers des associations, qui s'occupent à un titre ou à un autre des personnes démunies et fragilisées, mais aussi les bénévoles et salariés de ces associations et enfin le grand public. L'objectif de cette seconde journée est de mettre en scène par un dispositif d'expressions et d'échanges, les plus appropriés possible, les points de vue des usagers et des responsables de collectivités, d'établissements publics et privés (associations, fondations), qui travaillent à la réduction des diverses formes de pauvretés actuellement. Il s'agit également de dégager collectivement des pistes d'avenir pour la réduction des pauvretés de demain, les plus fédératrices et les plus concrètes possible. L'utopie pouvant prendre place pour illuminer les chemins des possibles.

Concernant le **titre du colloque**, l'évolution de nos débats m'ont amené à mettre en avant, dans la communication, la formule suivante : « Les pauvretés d'hier, d'aujourd'hui ... et demain ? ». Il faudrait qu'on valide ce titre.

2. **Suite de la construction du programme de la journée du 19 juin 2020.** Pour les deux dates qui sont proposées ici, j'indique qu'elles d'ores et déjà elles sont retenues au Conseil départementale. Le colloque aurait lieu dans la salle de délibérations. La jauge en termes de personnes accueillies est importante. Pour la deuxième journée, il y aurait la possibilité, si cela a du sens, de faire plusieurs groupes correspondants à diverses thématiques. Pour le moment les salles sont réservées. Il ne reste plus qu'à enclencher le travail administratif. Concernant la construction de la première journée, nous avons déjà beaucoup travaillé dessus la dernière fois. Maintenant, il s'agit de regarder qui va prendre la parole et de combien de temps on dispose sur une journée. Il faut rentrer dans le détail de la construction de cette journée. J'ai besoin d'avoir des éléments concrets de manière à aborder une autre question, celle de la communication. Il faut aussi voir si nous faisons ou non appel à d'autres intervenants. J'avais notamment suggéré qu'autour des questions du logement, on puisse faire intervenir la fondation Abbé Pierre et Jean-Marie Schléret (coordinateur des organismes HLM du Grand Est).
3. **Profilage provisoire de la deuxième journée (4 Décembre 2020).** Ce profilage doit fournir des indications à faire connaître dès les premiers effets de communication présentant le colloque en deux journées non consécutives. Il donnera lieu ultérieurement à des échanges par mail et des réunions de préparation spécifiques à partir de début novembre. Ces réunions feront place aux organismes qui auront travaillé à partir des problématiques de la première journée et qui auront préparés une participation active qu'il nous revient d'organiser en termes de dispositif : table ronde thématique, etc. Je vous propose de réserver des dates. Il s'agit de prendre contact avec les associations dès maintenant. On se retrouve un mois avant la deuxième journée pour discuter avec eux du meilleur dispositif à utiliser. Il ne vaut donc mieux pas le définir trop en avance.

**Alain Mailfert :** Je me permets de prendre la parole, parce qu'il existe actuellement, deux festivals : alimenterre<sup>1</sup> et festival des solidarités<sup>2</sup>. Le festival des solidarités, bien organisé, et en particulier avec l'appui du Conseil départemental, se termine le 30 Novembre. Peut-être serait-il judicieux que notre deuxième journée se rattache à ces manifestations, parce que je pense que derrière l'idée de pauvreté il y a une idée de solidarité. Je serais gêné que ce soit vraiment distinct, qu'on ne parle pas du festival des solidarités dans notre journée et qu'on ne parle pas du colloque pendant le festival.

---

<sup>1</sup> <https://www.alimenterre.org/le-festival-alimenterre>

<sup>2</sup> <https://www.festivaldessoridarites.org/>

**Jean-Marie Villela** : Juste pour compléter ce qu'Alain vient de dire. C'est GESCOD qui organise ce dispositif. On est sur plutôt sur le versant de la solidarité internationale. C'est un peu leur cœur de métier. Ça fédère un réseau d'associations qui travaillent sur la solidarité internationale sur la région Grand Est. Il faut voir comment tout ça peut s'articuler. Si vous avez besoin d'un contact sur le GESCOD<sup>3</sup>, je connais la personne qui est coordinatrice.

**Jacques Bergeret** : D'accord. La réponse est oui. Essayez de prendre contact.

4. **Communication** : Il y avait eu la proposition de ne pas rester seulement du côté de la Meurthe-et-Moselle. Ce serait bien de faire connaître cet évènement au-delà (ARS, etc.). On n'a pas décidé quoi que ce soit sur le sujet mais c'était un des éléments à débattre. Un avis de votre part serait utile.

Concernant la dimension culturelle au sens stricte du terme, c'est Étienne Thévenin qui dirige et moi, avec le CNAHES, je m'occupe plutôt de tout ce qui concerne l'intendance et l'animation. Nous allons pouvoir préparer des outils de communication qui pourront pour partis être pris en charge au titre des aides de nature du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, lequel dispose de moyens de reproduction. Cela fait partie de ma demande mais je n'ai pas encore de réponse certaine sur le sujet. Il s'agit d'établir une liste des adresses et des vecteurs qui sont à utiliser. Chacun pourrait me faire parvenir une petite liste. Vous aurez besoin de support pour avoir des contacts. L'excellent texte d'Étienne Thévenin est trop long pour servir de support. Il faut une expression facile à comprendre. Il faut également expliquer cette stratégie d'un colloque en deux journées non consécutives. Il faut donc trouver les mots. Vraisemblablement il faudra faire circuler un document martyr, illustré, qui précise le timing, etc. La communication c'est extrêmement difficile.

5. J'ai fait proposition et celle-ci a été acceptée sur le principe, qu'il puisse y avoir une **recherche iconographique** en rapport avec le thème des pauvretés aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle en vue de produire des effets visuels lors du colloque. Ça pourrait être dans le Hall du public du Conseil départemental, installé avant le colloque, etc. C'est un clin d'œil à caractère essentiellement historique. Julie Denand m'a fait savoir que « la valorisation d'archives concernant la pauvreté conservée dans nos fonds est envisageable et que vous pussiez venir aux Archives départementales pour faire des recherches permettant d'identifier les sources susceptibles de vous intéresser puis pour les consulter. Une fois votre choix fait pour quelques documents, nous sommes d'accord pour effectuer une numérisation gratuite à votre intention pour que ces reproductions puissent être affichées lors du colloque. » A partir de là, je pense qu'on ne va pas pouvoir faire tout cela à deux. Je vais faire appel à ceux d'entre vous qui pourraient être intéressés de participer à cette recherche.

J'ai terminé. C'était donc ma proposition pour structurer un peu notre réunion, qui dans mon esprit est la dernière avant d'être dans la phase très opérationnel. Il ne me semble pas nécessaire d'avoir une réunion supplémentaire. Je vous demanderais seulement d'être plutôt réactif lorsqu'une question sera posée.

**Étienne Thévenin** : Je vais tout de suite aborder la question de la communication. Selon moi il y a 4 à 5 documents qu'il faut envisager.

---

<sup>3</sup> « Ces organisations agissent depuis de nombreuses années sur le territoire du Grand Est en fédérant des **acteurs du monde de la solidarité internationale**. Ils sont engagés dans de nombreux pays notamment d'Afrique et d'Amérique latine. La mutualisation de ce savoir-faire et cette expérience acquise et reconnue aux niveaux régional, national et international permet à GESCOD d'aller encore plus loin » <https://www.gescod.org/>

On va s'adresser à des personnes qui pour beaucoup ignorent ce qu'on fait et d'autres qui sont déjà très sollicités dans le cadre de ces questions :

- Expliquer notre projet dans la durée. Il s'agit d'initier une démarche à plus long terme.
- Programme concret de la première journée
- Un résumé de ce que nous voulons développer
- Document étoffé et enrichi de certaines remarques. Il s'agit de montrer qu'il y a dans ces journées un plus par rapport à ce qu'il existe déjà.

Chaque document sera pensé en fonction d'un certain type de public. Il y aura aussi la communication avec la presse au sens large du terme. On aura un public à mon avis assez divers. A chaque document on pense à ceux à qui on compte s'adresser. Je conçois comme cela la communication. Il faut donc miser sur l'envoi de plusieurs documents. Cela peut être intéressant pour couvrir un public assez large.

**Christian Finance** : Je me demande si c'est un évènement ou si c'est un séminaire. Je me suis également demandé où était l'aspect digital dans la démarche. Je pense qu'avec Marine on pourrait mettre des contenus diffusés sur les réseaux sociaux par exemple.

Troisième chose, s'agissant de la deuxième journée et des projets d'avenir, j'ai entendu des pistes, des solutions qui devraient être fédératrices et concrètes. Je ne sais pas si ça peut être utile. Je fais de *l'impact investing*<sup>4</sup>, je ne sais pas si tout le monde sait de quoi il s'agit. C'est quelque chose qui se développe dans les grandes écoles de Commerce. Il y a aussi beaucoup de solutions digitales, ce qu'on appelle des incubateurs qui à tous les niveaux essaient d'impulser vers des solutions sociales et écologique. Je suis porteur d'un de ces projets donc je connais bien le vivier dans lequel j'évolue depuis un certain temps et ce que ça peut apporter en termes de plu value sociale et sociétale. Ça c'est quelque chose sur laquelle je suis un petit peu disponible. Je donnerais un business plan à Étienne tout à l'heure. C'est un exemple. Je peux faire une intervention sur l'entrepreneuriat social, sur *l'impact investing*, etc.

**Étienne Thévenin** : Sur la journée de décembre ou celle de Juin ?

**Christian Finance** : Plutôt dans la deuxième journée, car j'apporte des pistes, des solutions concrètes. Ce sont des solutions qu'il faut soutenir et impulser pour l'avenir.

**Jacques Bergeret** : J'acte les deux propositions. Tu serais dans la boucle de la communication. Il faut se servir des réseaux sociaux. Il faudra en rediscuter de la deuxième proposition en fonction de ce qui va être proposé par les diverses associations.

**Henri Molon** : Moi la question que je me pose concerne le budget. Quel budget et comment on le constitue ? J'ai vu que le Conseil départemental mettait la salle à disposition, que les Archives départementales nous aidaient également mais il faudra tout de même un petit matelas financier. C'est quand même pour la réussite complète du colloque. Il y a-t-il une inscription ou non au colloque ? Il faut qu'on discute de cela et qu'on établisse un budget.

**Jacques Bergeret** : Ce que je propose, mais c'est une position de principe, c'est qu'à ce stade je plaide pour dire : on ne va pas vous demander de subventions en argent mais plutôt en nature. S'agissant d'un colloque sur le thème des pauvretés, il ne faudrait pas que, pour des raisons d'argent, les gens n'y viennent pas.

---

<sup>4</sup> *L'impact investing* est une stratégie d'investissement cherchant à générer des synergies entre impact social, environnemental et sociétal d'une part, et retour financier neutre ou positif d'autre part. Il implique en conséquence l'établissement d'objectifs sociaux prioritaires et spécifiques dont l'impact est mesurable par un processus continu d'évaluation.

Les gens viennent sur inscription, avec un buffet non payant. L'inscription est impérative pour gérer l'intendance. Le repas sera donc lié aux inscriptions. Je suis pour le moment dans l'attente de ce que mes propositions vont donner dans les faits. Il est possible qu'une partie du chemin soit déjà fait. C'est une vraie préoccupation. La question de la gestion du colloque va comporter nécessairement des éléments qui vont être de l'ordre d'un budget même si le colloque sera non payant pour les participants. Si c'est ARELIA qui organise le buffet il faudra discuter avec eux. On fera quelque chose de modeste mais la nourriture a un coût. Il y a un énorme travail sur la partie de gestion et c'est moi qui vais m'en charger. On verra si au niveau de l'argent s'il y a besoin d'avoir un coup de main. Je propose qu'on ne s'appesantisse pas aujourd'hui sur les questions d'intendance. Elles font bien sûr parti des préoccupations.

**Francine Amadiou** : Les participants pourraient faire quelque chose du type auberge espagnole. Certains amènent le dessert, etc. Cela s'est déjà fait et réduit le temps et le budget. Ça implique les gens.

**Christian Finance** : Un truc communautaire.

**Jacques Bergeret** : Dans les associations, il peut aussi y avoir des associations qui font des propositions mais sur ce point je ne suis pas au clair.

**Wilfried Roux-Marchand** : C'est plus facile à dire Madame ce que vous dites lorsqu'il s'agit d'une association où les gens se connaissent entre eux qu'avec des invités qui ne se connaissent pas.

**Jacques Bergeret** : Par expérience, quand on organise quelque chose avec beaucoup de gens, il est plus facile d'avoir des choses relativement normées. On donne la priorité aux échanges entre les gens.

**Christian Finance** : Combien de personnes attendez-vous ?

**Jacques Bergeret** : Je n'en sais rien. J'ai des choses qui sont normées au Conseil départemental et auxquelles il va falloir que je réponde. La difficulté majeure sera plus sur la deuxième journée que sur la première. Pour la première, je connais la jauge de salle et donc je maîtrise ces points. Sur la deuxième journée, ce sera lié à l'entraînement qu'on pourra produire ou non. Il est en effet possible que ça ne marche pas comme on veut. Rappelez-vous ce qu'a dit ATD Quart Monde : « On va leur proposer mais c'est eux qui décideront. » S'ils n'ont pas envie de ne pas se positionner sur le projet ils ne le feront pas. On fait le pari qu'on pourra produire un entraînement mais cela ne reste pas sûr.

**Roger Bertaux** : La question du coup ce serait à mon avis le contenu. C'est-à-dire une journée d'étude de plus sur la pauvreté, c'est souvent ce que moi j'entends ailleurs. Autrement dit, ce qui serait important c'est de démontrer que la démarche que l'on propose.

**Christian Finance** : et productive en termes de pauvreté.

**Jacques Bergeret** : J'accorde beaucoup d'importance sur la dynamique basée sur l'idée que l'on est un colloque avec deux journées non consécutives. C'est aussi ça qui fait l'originalité du projet. Il y a pléthore de gens qui discutent. Tout n'est pas dans le même registre de valeur. Il y a des désaccords là-dessus y compris politiquement. Il y a une dimension politique mais aussi économique pour l'avenir. Le portage en termes de problématique économiques il faut le densifier. Comment montrer que c'est une démarche originale. On retombe donc sur la question de la communication.

**Michel May** : Tu as parlé d'utopie. Je me demande s'il ne faudrait pas rajouter un adjectif qui en général paraît plutôt contradictoire avec le mot utopie, qui serait utopie réaliste. Un journaliste néerlandais, traduit dans pas mal de langues a écrit les *Utopies réalistes*<sup>5</sup>. Il fait un listing d'utopies « réalistes » et qui ont souvent attiré à la pauvreté. Il y a pas mal de choses intéressantes dans ce livre. J'ai notamment découvert que Nixon, qu'on n'attend pas forcément sur ce terrain-là, avait essayé de mettre sur pied un programme de lutte contre la pauvreté. Il y a des choses concrètes dans le livre. Il faudrait peut-être ajouter cet adjectif de réaliste. Ce serait bien de clore le colloque avec une communication de ce type-là faites par exemple par Christian qui a une pratique. Cela permettrait d'ouvrir sur la deuxième journée.

**Alain Mailfert** : Je n'avais pas pu venir à la journée précédente. Si j'étais venu j'aurais argumenté par rapport aux difficultés qu'on a à prévoir une grande opération avec deux journées dont on a dit qu'elles étaient indépendantes. (Il s'agit de journées non consécutives. Elles ne sont pas indépendantes.) Il faut des liens entre les deux. Si la première journée est plus tournée vers des apports intellectuels, on risque effectivement de repousser un certain nombre de personnes. Il nous revient de réfléchir sur comment avoir un lien fort entre les deux. Il pourrait y avoir quelque chose sous forme de rappel dans la seconde journée, car entre les deux journées il y a 6 mois et ce temps peut faire oublier des choses.

**Henri Molon** : En complément de ce que dit Alain, je crois qu'il faut qu'on ait un lien qui doit être les institutions sans que ce soient les usagers des institutions. Elles vont devoir porter le message de la première journée et le proposer à leurs adhérents. Il faut qu'on insiste aussi sur le fait qu'on n'est pas seulement un groupe composé d'intellectuels. Il y a aussi des gens qui sont sur le terrain et ces gens-là feraient le lien entre la première journée et la seconde où ils apporteraient les conclusions mais aussi pourquoi pas le démenti des conclusions de la première journée. C'est peut-être la seule solution qui permette de ne pas couper les deux et d'avoir un relais associatif.

**Wilfried Roux-Marchand** : Le fait que ce soit imposé à nous, deux journées discontinues. Je ne sais pas si c'est une idée ou une contrainte. Mais ce que je vois, puisque c'est ma première réunion avec vous, c'est que je découvre. Tout ce que j'ai reçu m'a fait beaucoup réfléchir sur : comment parler aujourd'hui, comment être proactif sur ce thème ? L'intérêt c'est ce que tu as dit de Montmédy à savoir que si c'est difficile d'intéresser un public large, divers pourtant, et impliqué par notre thème, alors ce n'est pas inintéressant d'avoir une première expérience qui se trouve en Juin et de tirer tous les enseignements qu'on pourra tirer de cette première. C'est une expérience. La question de la cohérence entre les deux, les liens est seconde par rapport à ce qu'on retirera concrètement en évaluant les résultats, les choses qu'on aura apprises. Ce qui est central là-dedans c'est nous. La qualité dépend de nous. Elle dépend de notre organisation et de notre capacité à préparer comme on le fait aujourd'hui. Ce n'est pas inintéressant d'avoir deux journées pour ces raisons.

**Étienne Thévenin** : Tout d'abord je demanderais à Michel de nous indiquer la référence précise du livre, car effectivement, les utopies qui ont été réalistes sont par exemple les congés payés. C'est ce qui a permis le développement de régions.

Ensuite, à propos de la communication, ce qui nous a tous stimulés c'est cet échange de données, de documents. En effet, à travers ces documents, nous avons tous découvert un certain nombre d'aspects de la question qui parfois nous échappaient ou sur lesquels nous étions qu'imparfaitement informés.

---

<sup>5</sup> <http://www.seuil.com/ouvrage/utopies-realistes-rutger-bregman/9782021361872>



Il me semble que nous pourrions réfléchir, avant même la première journée, à envoyer des documents qui peuvent faire réfléchir à la question et montrer ce qu'on essaye de faire. Juin ce n'est plus très loin. Il va évidemment falloir travailler sur ce point assez rapidement. Néanmoins, nous avons déjà pas mal de documents et nous pourrions déjà voir ce que nous pourrions adresser. Cela pourrait être intéressant. Il peut également y avoir des images sur la question, à travers des images, des tableaux, des plans fixes (Chaplin par exemple).

**Alain Mailfert** : ça va un peu dans le sens de ce que tu viens de dire. Dans un certain nombre de manifestations, on met en parallèle aux présentations, aux communications, une salle d'exposition où l'on présente des choses. Est-ce que c'est envisageable d'avoir une exposition (présentations d'images, de tableaux, de documents, etc.) en parallèle d'une ou des deux journées ?

**Étienne Thévenin** : Je me tourne vers Christian parce que sur le plan digital on peut atteindre des personnes autres. Ça ne doit pas être impossible de le faire.

**Andrée Frédéric** : Il faut penser aux personnes qui n'ont pas accès au numérique du tout. La fracture numérique j'estime qu'elle existe.

**Michel May** : Les utopies réalistes, Rutger Bregman, parue aux éditions du Seuil.

**Jacques Bergeret** : Les divers échanges qui viennent d'avoir lieu iraient peut-être dans le sens suivant. Il s'agirait de constituer un dossier de références. Christian pourrait peut-être aider au niveau informatique. On pourrait peut-être demander aux associations de continuer à le fournir. Il faut donc introduire des éléments de dynamique participative. Il faudrait faire un élément de publicité. Si on va assez vite pour au moins mettre sur orbite l'outil avec un lien, le lien pourrait circuler. Il y aurait donc une certaine urgence à mettre en route la conception de ce type d'outil. Une fois que l'on a ce lien, on peut démultiplier, demander aux associations de mettre le lien sur leur site. Il s'agirait donc d'avoir un dossier récapitulatif de ce que tout le monde mettrait ou non autour de cette question-là.

**Christian Finance** : Je ne vais pas rentrer dans la technique. Moi, ce que j'évoquais c'est un outil du type de ceux qui existent sur les réseaux sociaux. Les gens viennent contribuer librement. Il y a des modérateurs. La question de la hiérarchie des documents nécessite un cahier des charges et il faut mettre ça chez les informaticiens.

**Jacques Bergeret** : Est-ce que c'est contradictoire ? Je pense qu'il peut y avoir les deux dans le même outil. C'est-à-dire un dossier de référence, organisé à minima. Pour le reste il s'agit d'avoir quelque chose de très participatif.

**Christian Finance** : Pour tous les aspects plus techniques, informatiques, je n'ai pas suffisamment le temps.

**Jacques Bergeret** : Je n'ai pas compris, j'ai cru que tu pouvais mettre en place un outil informatique.

Il faut juste que je sache qui s'en occupe. Au niveau du CNAHES on peut mettre en place un outil de ce type-là et à ce moment-là on discute avec toi en appui. Est-ce que ça te conviendrait mieux ?

**Christian Finance** : Oui en termes de disponibilité c'est mieux pour moi.

**Christophe Dabescat** : J'aimerais bien avoir une petite demi-heure dans la deuxième journée pour montrer comment le gouvernement s'est arrangé pour que le handicap flirte avec la pauvreté mais ne tombe pas dedans.



Je voudrais montrer comment à travers le XXe siècle, les gouvernements, quels qu'ils soient, se sont arrangés pour que le handicap soit à la limite de la pauvreté sans vraiment tomber dedans. Je pense que ce serait intéressant de faire le lien entre notre problématique et ça.

**Andrée Frédéric** : Justement, pour compléter ce que tu dis, j'aurais une question. Est-ce que dans la deuxième journée ce sont seulement des associations qui interviennent ou est-ce que y compris dans la première journée, ça pourrait être des institutions publiques ? Pourquoi je dis ça ? Il me semble quand même que tout le domaine de l'Action sociale est considéré par la pauvreté, c'est le moins qu'on puisse dire. Donc, est-ce que dans la première journée, à travers les obligations d'un département, par rapport aux compétences, il y a une place ? Et pour faire le lien avec la deuxième journée, est-ce que le personnel quel qu'il soit aurait une place également ?

**Jacques Bergeret** : La réponse est nette. Pour la première journée, on a été attentif à ce que ce ne soit pas une journée à dimension politique, bien que ça se passe au Conseil départemental. Je veille quand même à ça. J'ai rencontré une élue du département, plutôt orienté collègue, éducation. Le département, et les agents du département sont complètement concernés, au même titre que les associations pour parler du travail qui est fait dans cette lutte contre les pauvretés. La réponse est oui. La question c'est : le feront-ils ? Je n'en suis pas sûr.

**Andrée Frédéric** : Tous les apports théoriques, quels qu'ils soient, j'estime à titre personnel, qu'il y a une tendance politique ou des tendances quand on les lit. Une compétence d'une ville, d'une métropole, ce sont des faits objectifs. La mise en œuvre et les choix politiques c'est autre chose. Intrinsèquement une loi c'est une loi. L'interprétation c'est autre chose. La mise en œuvre c'est encore une autre chose. Tout est politique je le pense vraiment. Quand on sait lire quand on a une certaine connaissance on le sait.

**Wilfried Roux-Marchand** : Et après ? Si on prend cette fameuse phrase « tout est politique ». On peut le penser. Mais une fois que tu as dit ça, tu n'as rien dit. C'est la phrase qui ne dit rien. Il n'en débouche rien par au fait que nous on veut passer à l'acte. On veut avoir des propositions réalistes. On veut éviter qu'on nous dise : une réunion de plus, un colloque de plus. C'est cet enjeu qui va être le chef d'orchestre.

**Jacques Bergeret** : Absolument. Par rapport à la question qui est posée sur le champ des opérateurs qui ont des compétences en matière sociale, la réponse est oui de notre part. Maintenant c'est la question de la communication mais aussi, vont-ils se sentir concernés ? Il y a quand même une certaine propension à ceux qui sont missionnés dans le cadre du service public, à regarder avec un certain mépris ce qui est fait par les autres.

**Andrée Frédéric** : Ils ne sont pas tous comme ça.

**Jacques Bergeret** : Il y a un surplombant dans les rapports de pouvoir qui ne facilite pas le fait qu'ils s'accorderaient. Il y a une certaine propension à considérer que c'est eux qui ont le manche et qu'ils n'ont pas à être logé à la même enseigne que les associations privées, etc. Il y a quand même une crispation et c'est un des éléments qui fait que ça grippe un peu la démocratie. C'est un avis très personnel.

**Christophe Dabescat** : En ce moment je suis plutôt des deux côtés, du côté des usagers et du côté des politiques. Je fréquente pas mal de politiques et j'essaie de faire le lien entre les deux mais ce n'est pas toujours facile.

**Étienne Thévenin** : Il est vrai qu'actuellement, on constate que ce qui est important est de faire en sorte que la question de la pauvreté ne soit pas mise de côté dans les débats publics. Aujourd'hui, dans les débats électoraux, tout le monde se dit écologiste, mais la question des pauvretés n'est pas électoralement porteuse. Elle est souvent marginalisée dans le débat public.

L'écologie est un sujet qui a pris une place importante. Je crois que c'est un de nos objectifs, que de remettre cette question au centre des débats de la société d'aujourd'hui.

**Alain Mailfert** : Je voulais revenir un petit peu sur ce que proposait Jacques. N'oublions pas qu'il y a moins d'un siècle, les dames de charité qui agissaient pour les pauvres disaient : à chacun ses pauvres. Quand on regarde certaines associations, certaines institutions, certains groupes humains, etc. Il y a une forme de concurrence. A chacun ses pauvres. On veut avoir LE discours sur la pauvreté, on veut être considéré. On est quand même dans une configuration où souvent il ne faut pas toucher aux pauvres de telle ou telle association.

**François Dosé** : Si la seconde journée est plutôt marquée par la lutte contre les pauvretés. Ne faisons pas en sorte qu'elle ne soit pas seulement traduite par la lutte contre les pauvretés par les associations. Au quotidien, sur chaque territoire, il y a des acteurs de lutte contre les pauvretés : parfois ce sont des institutions publiques, parfois des CCAS, parfois associations, etc. Que tous cela se méprisent plutôt que coopèrent on doit le regretter. Il y a autant de mépris des deux côtés. Nous ce qu'on veut c'est montrer quels sont les acteurs du quotidien qui luttent contre la pauvreté. Il faut accueillir DES acteurs du quotidien quels qu'ils soient.

Il faut faire en sorte que les invités soient des acteurs qui sont en lutte contre les pauvretés, en Lorraine.

Je l'ai malheureusement vécu. D'autres ne le vivent pas mais le ressentent. Les fédérations des uns et des autres au niveau associatif et les institutions publiques par leurs cadres ne sont pas ceux qui sont dans le quotidien. Ceux-là font souvent des synthèses. De synthèse en synthèse, in fine, vous êtes dans la bulle synthétique. Pour nous, il ne s'agit pas de faire ça. Ce serait vachement mieux de s'attacher à rencontrer des gens qui luttent au quotidien sur leur territoire pour repousser la pauvreté.

**Alain Mailfert** : Je voulais simplement au passage dire que quand tu parles de synthèse dans le cadre de la pauvreté, et dans le cadre de ce qu'on fait les uns les autres, je pourrais aussi parler de sainteté. C'était un jeu de mot.

**Roger Bertaux** : Je suis plutôt d'accord avec ce qui vient d'être dit mais je voudrais rajouter un autre point qui me paraît quand même important. Il ne faudrait pas que la deuxième journée soit trop centrée sur les acteurs de terrain indépendamment des politiques économiques et sociales, etc. J'ai quand même travaillé en tant que formateur dans des écoles de travailleurs sociaux, mais néanmoins en lien direct avec des gens sur le terrain. J'ai tendance à dire qu'aussi bien les travailleurs sociaux professionnels que les associations, chacun à sa manière fait globalement un travail remarquable. Le problème ce n'est pas ça. Le problème c'est les moyens qu'on leur donne et les politiques économiques qui sont mises en place. Les travailleurs sociaux et bénévoles, etc., ne font quelque chose que dans un cadre qui est prédéterminé. Il ne faut pas oublier que si on parle de l'avenir de la lutte contre les pauvretés, il faut quand même parler des sociétés publiques. C'est quand même ici qu'il y a l'argent et les décisions principales. Je ne sais pas dans quelle journée il faut placer cela. Je pense plutôt dans les deux. Mais il faut qu'il y ait des moments assez nets où l'on parle de ça.

**Jean-Marie Villela** : Il y a autour de ça un peu en permanence la question du modèle économique et social sur lequel on est. On peut faire des multitudes de colloques avec des multitudes d'ateliers avec des multitudes de réflexions. A un moment donné, la question va être de savoir si on va jusqu'à réinterroger un modèle économique et social dont on voit aujourd'hui l'ensemble des limites par rapport à la question de la pauvreté ? Et si on le fait, il faut savoir s'il s'agit d'un problème de territoire lorrain, de territoire national, voir au-delà. Il faut pouvoir attaquer cette question par deux bouts.

Le but de la réflexion un peu théorique sur ce que ça pose comme questions (hier, aujourd'hui et demain) en termes de lutte contre les pauvretés et puis, l'autre bout qui est la pratique, l'action, au travers de comment les acteurs, d'une manière générale, qui interviennent sur le champ du social, comment ces acteurs agissent ? Quels leviers ont-ils pour faire bouger les choses à leur niveau par rapport à la question institutionnelle ?

**Jacques Bergeret** : Je trouve qu'on produit un élément correctif très important. Je n'avais pas oublié ces questions-là mais je ne les avais pas formulées. Cette dimension politique on avait dit qu'on la traiterait. Il faut qu'elle soit dans les deux journées. Au titre des problématiques. Ça pose la question de savoir concrètement qui va poser le sujet, le poser sans agressivité. Comment dote-t-on les gens des leviers qui leurs permettent d'agir ? Il faut qu'on arrive à formuler ça. Il faut s'y exercer. Je retiens l'idée qui me paraît absolument excellente.

**Christophe Dabescat** : Il faut que la personne qui sort de la deuxième journée puisse en sortir avec tous les outils nécessaires à ses besoins. Il faut que cette journée serve à quelque chose à la fin.

**Jacques Bergeret** : Sur ce plan je suis sceptique. On ne peut pas produire un mode d'emploi. Il ne faut pas oublier qu'on avait dit que c'était un colloque avec deux journées discontinues mais c'est aussi un acte fondateur qui peut avoir des suites. Il peut donc y avoir à un moment donné quelque chose qui soit de cet ordre-là. Il y a sans doute des choses à faire, des outils à créer.

**Christophe Dabescat** : Je veux dire que ça peut être une question d'ouverture à la fin. Il pourrait aussi prendre la forme d'un document de données ou autre.

**Michel May** : L'idée du document n'est pas forcément la bonne, car ce n'est pas évolutif. L'idée d'une plateforme informatique serait ici meilleure. Même si toutes les personnes concernées n'ont pas accès à cette plateforme, au moins c'est évolutif.

**Jacques Bergeret** : Je nous mets en garde, devant quelque chose qui pourrait être prétentieux de notre part, de vouloir fédérer en termes d'outils collectif. Il y a des choses qui se font déjà. Les idées vont ressortir. Il ne faut pas que nous nous substituions aux outils que les professionnels, que les bénévoles, avec les pouvoirs publics, mettent en place. Par contre, on peut avoir de la discrimination, on peut avoir des avis sur le sujet.

**Michel May** : On peut espérer avoir une influence sur ce qui fera.

Quand on dit que c'est politique, il ne faut pas oublier que le politique c'est aussi le vivre ensemble. Là, la pauvreté elle est quand même au centre de cette problématique du vivre ensemble. On est déjà politique ne serait-ce qu'au sens noble du mot politique. Par notre façon de mettre la pauvreté en avant, ou vouloir la remettre au sens des préoccupations. Le faire par un colloque plutôt que de descendre dans la rue me semble plutôt être une bonne chose. Descendre dans la rue nuit au vivre ensemble car empêche la discussion. La forme que nous donnons à cette intervention me semble beaucoup plus apte à faire avancer les choses et le vivre ensemble.

**Jacques Bergeret** : C'est un point de vue. On ne se positionne pas non plus en contestation des mouvements sociaux qui ont leur propre logique. Ils font partie du périmètre. Les gens qui sont dans les mouvements de rue peuvent contester un mouvement comme on le mène. Il faut qu'on s'attende à ce type de critique.

**Jean-Marie Villela** : Du coup cela pose la question de l'ouverture de ce colloque à la société civile d'une manière générale. Si le public est ciblé autour des associations, autour des institutions qui sont déjà dans une logique de compréhension de ce qu'est la pauvreté, etc., on va être un peu imparfait.

Je me demande s'il ne faut pas qu'on soit, dans le cadre de ce colloque, sur une ouverture sur la société civile parce que finalement la question de la pauvreté c'est aussi la question de savoir comment on peut faire pour lutter, comment on peut faire en sorte de mettre en place un modèle sociaux économique bientraitant et inclusif. La question de la bienveillance c'est une question qu'on se pose dans son quant-à-soi. Comment on peut faire passer cette logique d'un cercle fermé à une société civile plus large et de faire en sorte que cette question permette d'avancer sur la lutte contre la pauvreté ou la vulnérabilité. Je pense qu'il faut vraiment qu'on arrive à s'ouvrir vers la société civile pour voir comment cette société interagit avec ça. Et, la société civile ce n'est pas seulement celle qui manifeste dans la rue, c'est la société civile au sens large.

**Étienne Thévenin** : Ce serait donc peut-être intéressant d'informer le rectorat ou des structures telles que des associations d'enseignants travaillant sur ces questions pour qu'il y ait aussi quelques relais.

**Jean-Marie Villela** : Il y a une dimension éducative qui est forte.

**Alain Mailfert** : Je voudrais rebondir sur d'autres initiatives qui ont lieu actuellement notamment sur les migrations. Le problème de l'ouverture aux migrants et de l'ouverture de la société civile aux migrants, c'est quelque chose qui est assez proche de l'ouverture de la société civile vers la pauvreté. J'indique qu'il y a actuellement un gros travail de la part de CAL à la préparation d'un colloque, qui aura lieu plutôt vers le mois de Juin, qui sera une sorte de suite du colloque de Citoyenneté Active Lorraine de l'an dernier sur les migrations.

**Jacques Bergeret** : Bien sûr qu'il y a connexion. Il ne faut pas qu'on se marche sur les pieds sur les dates. J'ai déjà eu l'occasion de les informer du travail qu'on mène.

**Alain Mailfert** : On est confronté aux mêmes difficultés qu'on voit ici. Les migrations amènent tout de suite au problème : comment se situe-t-on par rapport à l'international ? On parle de région, on parle éventuellement de Grand Est. Quand on examine dans les pays dans le monde, le monothéisme bénéficie d'un système public de protection social, il y en a 15%. Des gens travaillent sur le développement des systèmes de protection social dans des pays sous-développés. Je pense qu'on pourra être intéressé à avoir une ouverture ce qu'ils se passe dans les autres pays du monde. Par rapport aux initiatives qui ont lieu dans certains pays sous-développés, il y a certainement des idées à reprendre ou des choses à connaître sur la manière dont les problèmes sont abordés. N'oublions pas que cette ouverture internationale est importante pour s'informer soi-même et pour éventuellement trouver des solutions.

**Jacques Bergeret** : Sur ce plan-là on a quand même clairement dit que le colloque n'est pas resserré sur Nancy ni même sur la Lorraine. Il faut élargir le champ. On a dit qu'on allait contextualiser. Tu fais d'ailleurs parti de ceux qui ont fait des propositions de contextualisation. On voit bien que des grandes pauvretés dans le monde sont organisés, plutôt au profit de gens qui n'arrêtent pas de s'enrichir. On est absolument dans le politique et dans le politique hyper dominant.

Ce serait bien de se refocaliser sur le programme de la première journée. Ce qu'il faut bien indiquer : qui intervient ? Pour dire quoi ? Dans quel ordre ? Pendant combien de temps ? On ne va pas tout régler aujourd'hui mais nous pourrions regarder ça.

Dernier point : il faut commencer à dire ça on pourrait le traiter plus tard en termes de focus. Orienter sur chaque fois des aboutissements de choses qui sont possibles. Qu'est-ce qu'on met en avant du point de vue structurel dominant ?

## Étienne Thévenin : Programme

*Première partie* : les pauvretés une longue histoire ; état des lieux et perspective

*Deuxième journée* : la lutte contre les pauvretés au quotidien, les propositions nouvelles

Reprenons la première journée,

Première journée	Deuxième journée
<b>Roger Bertaux</b> : Perception des pauvretés et évolution des approches	<b>Christian Finance</b> : et demain ? (impact investing, etc.)
<b>François Baudin</b> : Question historique : paternalisme des entreprises	<b>Andrée Frédéric</b>
<b>Michel May, Didier Francfort</b> : Représentations des pauvretés dans la culture (cinéma, littérature, etc.) [Pourra être peut-être plus long que 30 min]	<b>Christophe Dabescat</b> : handicap et pauvreté
<b>Henri Molon</b> : Les questions de solidarité avec les projets de sécurité sociale (l'ouverture des droits, qui a le droit à qui et comment ? accès à ces droits)	<b>Alexandre Dziuba</b>
<b>Alain Mailfert</b> : Ouvrir à l'international notamment à travers le sujet de l'alimentation	
<b>Une intervention de François Dosé est à envisager.</b>	
<b>Jean-Marie Villela</b> : La pauvreté demain ?	
<b>Marine Bonnans</b> : étudiants et pauvretés avec une ouverture sur la jeunesse	

Je rappelle que lorsque nous étions dans l'élaboration de ce programme, nous étions au départ dans la perspective de tout compresser en une seule journée. Aujourd'hui, nous avons un peu plus de marge de manœuvre. Chaque intervention pourrait être suivi d'un moment d'échange.

**Jacques Bergeret** : Le politique est mis en œuvre par des citoyens qui sont élus dans une démocratie représentative. Ils se coltinent à des problèmes. Eux-mêmes ont des problèmes de moyens. C'est intéressant d'avoir une approche.

**François Dosé** : Je crois que dans une démocratie que le politique va soit freiner soit accélérer et hiérarchiser les possibilités en fonction de ses convictions. La gouvernance, qu'elle soit départementale ou régionale, dans une démocratie, c'est simplement ça. Une fois qu'on a dit ça au niveau national, même si la loi qui est le cadre législatif, économique et social, ne me plaît pas, il y a des milliers de gens en responsabilité politique, parce qu'ils sont dans les départements, dans une région, associatif, qui doivent faire avec la loi telle qu'elle est. C'est la difficulté d'une démocratie mais c'est aussi la grandeur. On est toujours en train d'essayer de vivre mieux ensemble, de faire reculer la pauvreté, de mieux accueillir l'autre, mais vous le faites quel que soit le gouvernement. J'ai été enseignant pendant 30 ans mais quelque soit le gouvernement, quand j'étais face à mes jeunes je faisais mes cours avec la même passion. Je pouvais penser ce que je voulais. Mais en attendant, on est confronté à cela.

Je vis immédiatement avec mes compatriotes de l'instant et eux ils s'en foutent des lois ils veulent que ça bouge tout de suite pour eux. C'est la difficulté du combat politique et du lien entre la politique et le quotidien.

**Étienne Thévenin** : Avec Jean-Marie Schléret une intervention était envisagée ?

**Jacques Bergeret** : Non pas tout à fait mais la question de l'habitat avait été prise en considération. Il peut y avoir quelque chose Grand Est et quelque chose d'un peu politique du coup. Pas inintéressant d'avoir quelqu'un pour intervenir.

**Étienne Thévenin** : Peut-on demander qu'il y ait des sortes d'animations culturelles. Les textes de Nicole Granger pourraient peut-être être lus ?

**Michel May** : Il me semblait qu'il était question qu'elle intervienne sous format vidéo.

**Alain Mailfert** : De mes dernières rencontres avec elle, elle ne souhaite pas qu'on lise ses textes et n'a aucune envie d'intervenir sous format vidéo.

J'ai aussi là un texte que je n'ai pas encore saisi : Jean-Marie Villégier. Il y a un certain nombre de textes. On peut proposer et je reviens à ma proposition de tout à l'heure d'avoir en parallèle une salle où on expose des choses. On peut exposer des textes par exemple. C'est dans ce cadre-là qu'on pourra avoir l'accord de Nicole Granger pour qu'elle intervienne dans le colloque. Cela dit, comme on a parlé de Nicole Granger, comme vous le savez c'est une femme, et pour le moment, dans la première journée je n'ai pas repéré beaucoup de noms féminins alors que le premier des pauvres, c'est quand même la femme. Les femmes sont en effet plus pauvres que les hommes.

**Étienne Thévenin** : Je vous rappelle quand même que Marine intervient. On ne peut pas dire qu'il n'y a personne mais cela dit on a tout à fait entendu la remarque. Wilfried voulez-vous intervenir ?

**Wilfried Roux-Marchand** : Je peux songer à la journée deux.

**Étienne Thévenin** : Jean-Claude Couturier est très occupé. Il ne nous a pas fait de propositions particulières.

**Jacques Bergeret** : Pour le moment, il est très occupé, mais il ne pourra pas intervenir. Il peut y avoir des séquences tirées au cordeau. On peut casser ça avec un autre mode mais amènent des dialogues. Par exemple, nous pourrions faire une séquence sur l'habitat avec un dialogue entre Jean-Marie Schléret et Claude Durand. Ce n'est pas une grosse table ronde, mais quelque chose qui casse le rythme trop universitaire. Il faut essayer de ciseler les éléments d'interventions.

**Étienne Thévenin** : On avait pensé faire un sujet sur les idées reçues sur la pauvreté. Ce sujet pourrait être envisagé de manière interactive.

**Jacques Bergeret** : Cela pourrait en effet être quelque chose qui casse le rythme de la première journée. De mon côté, j'ai répondu à mon interlocuteur du Son des Choses. Il va préparer un micro-trottoir autour des questions de pauvreté et une synthèse avec des entretiens sonores sur le thème des pauvretés. Je rappelle qu'il n'y aura pas d'images pour se focaliser sur l'écoute. Pour illustrer cela je rappelle notamment l'exemple de l'exposition temporaire sur l'immigration en Lorraine qui avait eu lieu au Musée Lorrain.

**Henri Molon** : En temps utile sur la première journée, comment gère-t-on le temps ? 3 heures l'après-midi, 3 heures le matin ? Il faut savoir comment on peut s'organiser.

**Étienne Thévenin** : Oui environ.

**Jacques Bergeret** : L'horaire, il faut voir, car ce qui est toujours bien avec le Conseil départemental, c'est de prendre un café. Donner la possibilité aux gens de se parler entre eux est une dimension extrêmement importante. Ça veut dire qu'il faut démarrer assez tôt, avant le démarrage officiel. 8h30 c'est trop tôt. Les gens peuvent venir de loin. Il faut décider de l'heure de démarrage du colloque lui-même. Si on dit que l'on commence à 9h30, ça veut dire qu'il faut convoquer les gens à 9h00.

**Henri Molon** : Est-ce qu'il y a l'intervention de la puissance invitante ?

**Jacques Bergeret** : ça c'est toujours redoutable parce que ça prend toujours du temps. On a pris des précautions en organisant le colloque après les municipales. Mathieu Klein est candidat à Nancy. Les conséquences ne seront pas les mêmes selon les résultats. Si ça penchait du côté de Laurent Hénart, Mathieu Klein ne serait plus le président du Conseil départemental, ce qui veut dire qu'il y aurait une grande désorganisation. On peut néanmoins penser que c'est l'élu chargé de la solidarité qui se chargerait de l'introduction pour le compte de la collectivité.

Quand on est dans la ville, on invite aussi le Maire. C'est une question protocolaire, on verra comment on la gère. Ta question portait sur l'horaire. Si on dit qu'on démarre à 9h00, il faut que les gens arrivent à partir de 8h30. Lorsqu'on dit que l'on commence à 9h00, l'horaire de démarrage est en réalité plutôt 9h15. L'introduction peut durer 15 minutes mais ça peut être aussi 20 minutes ou dépasser un peu. Parfois ça peut être très intéressant. Je me rappelle que quand on a fait la journée avec CAL et le CNAHES sur « Maladie invalidante, personne en situation de handicap, quelle citoyenneté ? », Mathieu Klein a fait l'introduction et c'était extrêmement intéressant. Mais on ne peut tout de même pas y échapper.

La matinée se terminerait vers 12h30-13h00, le buffet aura ensuite lieu. On va se donner encore un peu de temps pour se donner l'horaire exacte en déterminant les créneaux de chacun. Tous ceux qui vont intervenir au cours de la première journée doivent essayer de dire de combien de temps ils ont besoin.

[C'est le contraire. Ce sont les organisateurs qui détermineront les créneaux de chacun].

**Étienne Thévenin** : Alain Benamou aura également à intervenir.

**Jacques Bergeret** : Je pense que 20 minutes c'est un maximum pour une intervention, si on veut garder un temps d'échanges (10 minutes de discussion). Si à un moment donné il y a des objections, on n'est pas obligé de loger tout le monde à la même enseigne.

**Jean-Marie Villela** : Sur la question de la durée des interventions, je pense qu'il faut aussi penser qu'il y a ensuite les actes du colloque. On peut imaginer des documents un peu plus longs pour les actes et un passage plus résumé lors de l'intervention.

Sur la question des échanges, peut-être qu'il faudra organiser le programme des interventions, de manière à pouvoir faire des questionnements sur un ensemble d'interventions. Il s'agirait d'avoir une thématique qui regroupe, deux ou trois interventions puis une série de questions avec les trois intervenants.

**Étienne Thévenin** : Je reviens aussi aux interventions, notamment pour celle d'Alain Benamou, président de l'AREHSS. Mais peut-être souhaitez-vous aussi intervenir à d'autres moments ?

**Alain Benamou** : Il s'agit déjà de savoir qui va endosser le rôle de chef d'orchestre de la journée. Qui va présenter les différents intervenants, etc. ?

**Étienne Thévenin** : AREHSS et CNAHES coorganise.

**Alain Benamou** : Il faut quand même qu'il y ait un chef d'orchestre pour passer le relais après chaque intervention.



**Étienne Thévenin** : Il y a d'une part le fait de présenter une intervention et d'autre part le rôle de chef d'orchestre. Par exemple, je peux présenter l'intervenant ou ce qu'il va être dit d'une manière globale, mais il faudrait aussi d'autre part une autre personne, et dans ce cas, vous seriez avec Jacques les personnes de référence pour justement organiser la journée.

**Alain Benamou** : Il faudrait également prévoir deux personnes pour tendre les micros aux personnes qui souhaiteraient poser des questions. Il faut essayer de limiter les accrochages.

**Jacques Bergeret** : Les questions d'intendance sont importantes. On est plusieurs à avoir un petit peu d'expérience sur ce point de vue-là. C'est moi qui suis plutôt responsable de cette organisation et je vais y veiller. Il y a bien sûr une équipe d'intervention qui sera là, il faut qu'on la fournisse. Je pense que Vincent serait prêt à nous aider sur le point audiovisuel. Il va en effet falloir assurer l'enregistrement numérique des interventions, ce qui pourrait être utile pour les actes, actes que je ne considère pas toujours comme étant strictement fidèle à ce qui a été dit, mais servant, à un moment donné, à laisser une trace significative des contenus sur le fond. Chaque intervenant peut améliorer son apport pour les actes. J'ai parlé des réunions en Novembre pour préparer le second colloque, mais j'annonce aussi tout de suite, qu'après le colloque, on fera aussi une réunion de débriefing (En 2021).

**Michel May** : Ne serait-il pas judicieux d'avoir une réunion intermédiaire ?

**Jacques Bergeret** : Si, c'est justement la raison pour laquelle j'ai dit qu'il fallait retenir les trois Vendredi de Novembre.

**Alain Mailfert** : Si effectivement le colloque est une rampe de lancement, il ne serait pas mal de terminer avec une sorte de feuille de route pour établir la suite (les objectifs, etc.) Je reviens sur l'idée d'avoir une exposition en parallèle. Cela veut dire que dans le colloque même on peut prévoir des temps de respirations pour par exemple aller faire un tour dans la fameuse exposition.

**Jacques Bergeret** : ça fait partie de mon idée. C'est entendu. C'est en rapport avec ce que j'ai proposé avec les Archives départementales. S'il y a déjà une exposition dans le Hall on ne va pas prendre le hall. On expose des documents d'Histoire, mais il peut aussi y avoir un texte poétique, etc. Une exposition c'est aussi du travail.

**Étienne Thévenin** : Il serait peut-être intéressant de faire le point sur ce que l'on va faire. Nous avons dit que nous réfléchissons aux 4 ou 5 supports de communication, qui ne sont pas forcément de même nature et qui ne visent pas nécessairement le même public. Il serait peut-être intéressant d'échanger avec les intervenants de la première journée par internet. Pour Roger Bertaux, l'essentiel est déjà préparé. Pour François Baudin, on est en contact régulier. Pour Didier et Michel ça va se construire. Il serait peut-être intéressant d'avoir les titres sans trop tarder mais cela suppose que vous arriviez à prendre un moment ensemble.

**Alain Mailfert** : Pour ma part je voudrais que ça prenne le nom de : Alimentation et nutrition. Il faut qu'on se mette dans la tête qu'il s'agit de thème et non de personnes : thème de l'alimentation, thème du vêtement, etc. A mon avis ça donnerait le sentiment qu'on a réfléchi à partir de thématiques générales.

**Henri Molon** : Solidarité actuelle : en parlant des droits à la vieillesse, de logement, etc.

**Étienne Thévenin** : Ce qui est important c'est qu'à travers des échanges par internet nous puissions préciser les titres et les contenus pour mieux construire et finaliser les choses.

**Jacques Bergeret** : Est-ce que dans les titres il n'y aurait pas lieu de conserver la notion de pauvretés ?

**Alain Mailfert** : ça peut être tout à fait être « Pauvreté et alimentation ».

**Jacques Bergeret** : La question du titrage est toujours difficile. Chacun demeure maître de son titrage mais essayez d'avoir un titre qui produit un effet de ramification avec le thème principal : les pauvretés.

**Étienne Thévenin** : Tout n'est pas encore réglé mais il faut que cela se fasse dans les prochaines semaines.

**Jacques Bergeret** : Je peux mettre des titres provisoires dans les supports, et une fois que ce sera posé on ne le bougera plus. Il faut aussi toujours pouvoir faire face aux imprévus. Si l'un des intervenants est malade il faut pouvoir le remplacer.

**Roger Bertaux** : La question ne se pose pas vraiment, il y a beaucoup d'intervenants. Il suffira de rallonger le temps de parole de l'un ou de l'autre.

**François Dosé** : Peut-être qu'à deux trois on peut réfléchir sur les invités. Si on parle d'enfance et pauvreté on peut inviter les associations de parents d'élèves, etc. Il ne faut pas oublier d'inviter les fédérations qui se présentent aux élections. Je pense que si on veut accueillir des personnes diverses on ne doit pas oublier ça.

**Étienne Thévenin** : Sur une intervention sur les étudiants, un certain nombre d'organisation étudiantes seraient sûrement intéressées.

**Francine Amadiou** : Je me propose de parler du DAF 54. On touche les familles rurales, les CCAS, différentes associations laïques ou non d'entraide. Je vais faire jouer le bouche-à-oreille.

**François Dosé** : Avec l'UDAF on peut joindre toutes les associations qui sont garantes des tutelles et des curatelles.

**Francine Amadiou** : Il y a un service de gens qui ne sont pas sous tutelles mais on gère leur budget (majeurs protégés). Il y a aussi un service de gestion de budget (LGBF).

**Alain Benamou** : C'est souvent le juge des tutelles qui va désigner l'association pour gérer le budget du majeur ou du mineur. L'UDAF intervient aussi pour aider les familles.

**Jacques Bergeret** : Sur ce plan il y a deux points de complications. Le premier est d'avoir accès à des mailing pertinents là-dessus, ce qui demande un certain travail. Moi je n'ai pas cette capacité à le faire. On peut dire que chacun a ses réseaux et chacun boost de son côté mais il faut quand même coordonner un peu. Dans toutes les hypothèses, vous avez besoin, pour intervenir, d'avoir des supports. Même avec les supports c'est difficile. Je mesure à quel point les envois par mail ne provoquent pas tout le temps de réactions. Quand vous envoyez des mails aux institutions, souvent ça n'aboutit pas. Il y a aussi des vecteurs, qui sont aussi les vecteurs des associations existantes qui peuvent relayer (Revue du CREAMI de Lorraine, etc.).

**Étienne Thévenin** : Que chacun active son réseau comme il le peut, prenne des initiatives, d'autant qu'il y aura des supports pour la communication. Le travail sur les différents supports va être important. Un colloque en deux journées mais qui se veut le point de départ d'une réflexion plus longue. On a la perspective d'initier une dynamique à travers un colloque en deux journées discontinues. Perspective aussi de la constitution d'un groupe de réflexion mais aussi de propositions ayant vocation à déboucher sur des initiatives très concrètes. Il y a ensuite effectivement la présentation globale, synthétique des problématiques. Peut-être aussi quelques documents, textes, illustrations qui pourraient être mis dans des échanges publics. Il y a néanmoins la question des droits, notamment quand il y a des tableaux reproduits, etc. Il faut qu'on ne perde pas de vue cet aspect-là.

**Francine Amadiou** : Pour les Gueux de Callot il n'y a pas de droits d'images.

**Jacques Bergeret** : Les questions juridiques prennent des proportions aujourd'hui qui peuvent être dangereuses. Autant là on se communique les documents sans après parce que ce sont des échanges privés. C'est un peu dangereux et il faut qu'on fasse attention par rapport à l'idée qu'on avait d'un dossier accessible à tout le monde.

**Étienne Thévenin** : Avec ce que l'on va composer, le projet global, le programme et la synthèse, on a déjà de quoi alimenter le sujet.

**Jacques Bergeret** : Je recule plutôt d'avoir l'équivalent de ce qu'on a pour le moment pour le public.

**Alain Mailfert** : François Baudin est dans notre groupe. Ces problèmes il les connaît bien, on pourrait se renseigner auprès de lui.

**Étienne Thévenin** : Effectivement.

**Alain Mailfert** : Je peux aussi prendre contact avec un dénommé Baru, un dessinateur particulièrement célèbre et qui a beaucoup dessiné par rapport à la pauvreté.

**Étienne Thévenin** : Un dessin c'est aussi une œuvre donc sur le plan juridique cela me paraît tout aussi compliqué.

**Jacques Bergeret** : Nous avons déjà fait une exposition avec lui avec le Conseil départemental (beaucoup de BD sur le PIO, etc.). S'il était d'accord pour nous prêter des planches sur le sujet pour l'exposition ce serait très intéressant. Pose-lui la question, moi je ne le connais pas directement.

**Alain Mailfert** : Demain je dîne avec sa chargée de communication. Je verrais à ce moment-là.

**Jacques Bergeret** : Il y a de grandes chances qu'il soit d'accord.

**Michel May** : Je voulais signaler que Mardi soir la soirée thématique d'Arte est consacrée à la pauvreté : les nouveaux pauvres<sup>6</sup>.

**Jacques Bergeret** : On peut considérer qu'on a bien tissé des choses. On y voit beaucoup plus clair : élargissements à produire, intention à avoir pour qu'il y ait une dynamique attractive. On va prioritairement essayer de faire plusieurs documents de communication. Il s'agira de documents martyres pour que vous réagissiez. On ne fait plus de réunions. On essaiera de conclure au mieux des documents supports. Dans un premier temps, vous les aurez simplement en PDF. On essaiera quand même d'avoir une bonne qualité pour qu'on puisse l'imprimer sur un plus grand format. Une fois les outils de communications effectués, on s'appuiera plutôt sur vos réseaux. Autorisez-vous le cas échéant à faire un article vous-même sur le colloque en préparation et l'intérêt d'y aller. C'est un projet commun. Plus on mutualise, mieux c'est. Je vous remercie pour votre participation. On a pu progresser. Gardez bien les trois vendredis du mois de Novembre pour que l'on prépare la seconde journée avec les associations. Il faut commencer dès maintenant à convaincre les associations de venir intervenir. Ils peuvent éventuellement intervenir sur des thématiques qu'on n'avait pas envisagées. C'est aussi ça qui est intéressant.

**Roger Bertaux** : La programmation des trois premiers vendredis de novembre n'est pas un peu juste par rapport au 4 décembre ?

---

<sup>6</sup> <https://www.programme-television.org/replay/les-nouveaux-pauvres/2020-02-04-222134178>

**Jacques Bergeret** : Je quitte la Lorraine à partir de Juillet jusque début Novembre. Je ne vois pas d'inconvénients à ce qu'il puisse y avoir une réunion avant. Pendant l'été, les associations travaillent moins que les autres mois de l'année.

**Roger Bertaux** : Comment va-t-on savoir quelles associations participent ? Si on attend début novembre c'est un peu juste.

**Jacques Bergeret** : Peut-être faut-il travailler sur la communication auprès des associations et de leur dire à ce moment-là de choisir une thématique à mettre en scène lors de la deuxième journée. Mais, je ne sais pas quand est-ce qu'on obtiendra des réponses (Exemple : ATD Quart Monde : dépend de la volonté des membres de travailler ou non sur le sujet). Il y a une temporalité qu'on ne maîtrise pas du tout sur le sujet.

**Alain Mailfert** : Par rapport à cette temporalité, par rapport à une voie possible d'accès vers ces associations, n'oublions pas qu'il y a, avant notre deuxième colloque, les deux festivals dont je vous ai parlé. Il est assez probable qu'on retrouve un certain nombre de ces associations. On peut peut-être se rapprocher maintenant du festival des solidarités. Le relais par rapport au Grand Est c'est le GESCOD.

**Jacques Bergeret** : On est quand même en Novembre. Il ne faut pas trop attendre. On est très dépendant de la volonté des associations. Peut-être faut-il qu'on ait un indicateur.

**Roger Bertaux** : Dans ce cas de figure, c'est la date du 4 décembre qu'il faut modifier. C'est un gros travail de relancer les associations. Je vois mal comment en trois semaines on peut y arriver avec des personnes qu'on ne connaît pas encore. Le planning que tu as prévu me paraît trop serré.

**Jacques Bergeret** : La date du 4 décembre était posée le plus loin possible. Il faudrait le faire l'année suivante. C'est plus facile de dire qu'on annule le cas échéant. Mais il est possible qu'on puisse le faire. Je trouve que ça a du sens de conserver la date du 4 décembre, le colloque restant donc en 2020. On va avoir des discussions avec les associations, y compris au moment de la première journée. C'est à ce moment-là que l'on saura s'il faut oui ou non repousser la date.

**Étienne Thévenin** : Il y a déjà 4 ou 6 interventions prévues pour la deuxième journée. On ne part pas de rien. De plus, on n'arrivera pas à faire le plein des associations. Il faut le dire.

**Alain Benamou** : Contenu qu'Étienne devrait sortir les documents de communication d'ici un ou deux mois. Si l'on programmait une réunion fin Mars avec la presse pour lancer un appel aux associations. Il y aurait une diffusion faites au niveau de la Lorraine. Est-ce que vous êtes d'accord sur l'idée ?

**Jacques Bergeret** : On rentre à nouveau dans la partie communication. Il faut un support pour permettre à chacun d'utiliser son réseau. Il faut également essayer d'utiliser des vecteurs de communication. La question de la presse nécessite d'avoir un dossier de presse qui explicite le sujet. Je suis d'accord avec toi Alain. Il faut en profiter pour leur demander de relayer un appel aux organismes publics et privés. On va avoir me semble-t-il des retours. N'excluons pas la possibilité que les associations ne se sentent pas concernées par ce type de format.

Dans mon idée, **demeurons sur une organisation d'une manifestation en deux journées discontinues** en restant modeste sur les questions de pauvretés. **Il s'agit d'introduire une dynamique qui commence à mettre en route quelque chose en mettant en avant l'importance du travail avec les personnes en situation de pauvreté.** Si beaucoup d'associations se sentent concernées et qu'une journée ne suffit pas, alors il faudra programmer une seconde journée en 2021 sur le modèle de la deuxième de 2020.

En conclusion de cette séance :

- 1. Le texte rendant compte des échanges, élaboré par Marine Bonnans et Jacques Bergeret ainsi que le compte-rendu condensé seront envoyés à chaque membre du groupe.**
- 2. Le travail est à continuer « à distance », notamment pour les intervenants de la première journée.**
- 3. Les divers ateliers (communication, etc.) seront travaillés à distance.**
- 4. Chaque membre est invité, dès lors la réception des outils de communication, à prendre contact avec leur réseau.**

*\*\* Clôture de la séance à 12h40 \*\**